

**MAIRIE LES DEUX ALPES**  
**48 avenue de la Muzelle**  
**38860 - LES DEUX ALPES**

**DELIBERATION CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 25 novembre 2019**

**N° 2019.176**

**L'an deux mille dix-neuf, le 25 novembre 2019 à 18h,**

Le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni en session ordinaire en mairie, sous la présidence de M. Stéphane SAUVEBOIS.

**Présents :** M. Stéphane SAUVEBOIS, Maire, M. Pierre BALME, maire délégué, Agnès ARGENTIER, adjointe, BALME Michel, BARBIER Guylaine, BEL Florence, CHARREL Romain, CHOPARD Laurence, DEBOUT Stéphanie, DEVAUX Jean-Pierre, DODE Maryvonne, FOURNIER Jean-Luc, GIRAUD Laurent, GONON Catherine, LESCURE Hervé, MARTIN Jocelyne, MOREAU Françoise, POIROT Fabien, ROY Sylvie, conseillers municipaux.  
**Absents :** Maurice ARLOT, Jean-Luc BISI, Delphine BOURGEAT, Nicolas CASSEGRAIN, Emmanuel DURDAN, Thierry GUIGNARD.

**Pouvoirs :** Jean-Noël CHALVIN donne pouvoir à Guylaine BARBIER, Estelle FAURE donne pouvoir à Jocelyne MARTIN, Magali LESCURE donne pouvoir à Pierre BALME.

**Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il a été procédé à la nomination des secrétaires de séance pris au sein du conseil :**

MM. Michel BALME et Jean-Luc FOURNIER ayant obtenu la majorité des suffrages, ont été désignés pour remplir ces fonctions qu'ils ont acceptées et conformément à l'article L.2121-18 du même code, la séance a été publique.

**DOMAINE : COMMANDE PUBLIQUE – 1.2 – Délégation de service public**

**OBJET : Résiliation des contrats de concession du domaine skiable conclus entre les communes historiques de Mont de Lans et Venosc et la société Deux Alpes Loisirs**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L2121-29 ;

VU le contrat de concession du 30 juin 1993 portant sur le secteur de Mont de Lans ;

VU le contrat de concession du 14 janvier 1994 portant sur le secteur de Venosc ;

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que l'exploitation du domaine skiable des Deux Alpes fait aujourd'hui l'objet de trois contrats de délégation de service public distincts, conclus entre 1993 et 1994 avec les communes de Mont de Lans, Venosc et Saint Christophe en Oisans.

- Contrat de concession du 30 juin 1993 conclu entre la commune de Mont de Lans et la société Deux Alpes Loisirs (DAL) ;
- Contrat de concession du 14 janvier 1994 conclu entre la commune de Venosc et la société Deux Alpes Loisirs (DAL) ;
- Contrat de concession non daté conclu entre la commune de Saint Christophe en Oisans et la société Deux Alpes Loisirs (DAL) par suite d'une délibération du conseil municipal du 21 août 1993 autorisant sa signature, reçue en Préfecture le 29 septembre 1993 ;

Monsieur le maire certifie sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat.

Le..... Stéphane SAUVEBOIS, maire

Si les anciennes communes de Mont de Lans et de Venosc ont été fusionnées le 1<sup>er</sup> janvier 2017 pour donner naissance à la commune nouvelle Les Deux Alpes, les trois contrats précités sont toujours en vigueur.

Bien qu'un programme d'investissements supplémentaires à court terme pour les saisons 2018 et 2019 sur le territoire de la commune des Deux Alpes ait été défini à l'été 2018, les contrats de délégation en cours ne permettent plus aujourd'hui d'assurer une exploitation efficiente du service public des remontées mécaniques.

L'érosion de la fréquentation constatée sur les dernières années d'exploitation, le caractère vieillissant du parc de remontées mécaniques source de dysfonctionnements, la nécessité de sécuriser l'enneigement des pistes grâce à la neige de culture et celle d'adapter l'accès et les débits du domaine skiable en considération notamment des programmes immobiliers en préparation, rendent nécessaires la mise en œuvre d'un nouveau programme complet d'investissements sur le domaine comprenant notamment un remplacement de la chaîne des DMC Jandri par un appareil de type 3S permettant de moderniser le domaine, d'assurer la gestion des flux skieurs au départ de la station et de garantir un accès au glacier dans des conditions optimales pour les skieurs comme les piétons, hiver comme été.

Ce nouveau programme d'investissements ne saurait intervenir dans le cadre des conventions actuellement en cours et suppose, par conséquent :

- D'une part, la passation d'un nouveau contrat de délégation de service public à l'échelle du domaine, c'est-à-dire portant à la fois sur la commune Les Deux Alpes et sur celle de Saint Christophe en Oisans ;
- D'autre part et parallèlement, qu'il soit mis fin de manière anticipée aux conventions actuellement en cours.

Par délibérations concordantes des 17 janvier 2019 et 4 février 2019, les conseils municipaux des communes de Les Deux Alpes et de Saint Christophe-en-Oisans ont approuvé le principe de recours à une nouvelle convention de délégation de service public pour la construction et l'exploitation du domaine skiable des Deux Alpes.

Cette procédure est actuellement en cours de passation. La date de début d'exploitation de la nouvelle délégation (ci-après désignée comme la « Future Délégation ») a été fixée au 1<sup>er</sup> décembre 2020.

Parallèlement, il appartient aux communes délégantes de se prononcer, chacune pour le ou les contrats qui la concerne, sur la résiliation anticipée des conventions en cours. Etant précisé que les termes normaux des concessions liant la société Deux Alpes Loisirs à la commune de Les Deux Alpes (ci-après désignées comme les « Contrats de Concession ») sont fixés :

- au 30 juin 2023 s'agissant de la concession portant sur le secteur de Mont de Lans ;
- au 14 janvier 2024 s'agissant de la concession portant sur le secteur de Venosc.

Les Contrats de Concession comportent chacun un article 21 ainsi rédigé :

✓ Article 21 des Contrats de Concession :

**« ARTICLE 21 – RÉSILIATION UNILATÉRALE »**

*La Commune peut résilier unilatéralement le présent contrat au cours de son exécution.*

*La résiliation prendra effet après un préavis d'un an résultant de la notification d'une délibération motivée du Conseil Municipal portant sur les répercussions économiques et*

*juridiques de cette décision au Concessionnaire. Par ailleurs, la délibération approuvant la résiliation devra prévoir les modalités de reprise de l'exploitation et notamment fixer le montant de l'indemnité due au Concessionnaire dans les conditions suivantes :*

*1 – L'indemnité d'amortissement ou indemnité de reprise correspondant à la dévolution des biens.*

*Le mode de calcul de cette indemnité est défini à l'article 20 (Déchéance) de la présente Convention.*

*2 – L'indemnité industrielle ou indemnité de rachat destinée à compenser la perte des avantages que la continuation de l'exploitation aurait procurée au Concessionnaire.*

*Cette indemnité sera égale au résultat comptable net moyen des 5 dernières années d'exploitation précédant la notification du rachat, déduction faite des deux plus mauvaises années, et multipliée par le nombre d'années restant à courir jusqu'au terme contractuel de la Convention.*

*Les sommes dues par la Commune seront le cas échéant réduites :*

- *Du montant des créances que la Commune pourrait détenir du Concessionnaire au titre d'une mise en jeu antérieure des garanties qu'elle aura données aux emprunts contractés par celui-ci pour le paiement de ces annuités.*
- *Du montant des redevances et taxes dues à la Commune et non encore réglées.*

*La décision de résiliation sera insusceptible de tout effet tant que le montant de l'indemnité n'aura pas été versé intégralement au Concessionnaire et que la Commune n'aura pas justifié s'être substituée au Concessionnaire pour les emprunts en cours des biens et équipements repris. »*

La résiliation anticipée peut être prononcée sur le fondement de ces dispositions en tenant compte néanmoins des principes d'ordre public énoncés par les textes actuellement en vigueur ou rappelés par les juridictions.

### **1/ Motif de la résiliation**

La résiliation anticipée des Contrats de Concession s'impose dans l'intérêt d'une bonne gestion du service public qui apparaît aujourd'hui compromise pour les raisons suivantes :

- Le parc des remontées mécaniques est vieillissant : des télésièges pinces fixes, des débits insuffisants, des lenteurs sont source de dysfonctionnements pour l'exploitation du domaine.
  - o En particulier, le Jandri Express qui est la colonne vertébrale du domaine, celle qui permet d'accéder au glacier, est un appareil en fin de vie, avec un débit insuffisant. Il a 60 ans de vie par rapport aux passages. Le renouvellement de cet appareil ne peut attendre d'être engagé après la fin normale des contrats des concessions.

Cette situation génère une insatisfaction des usagers et une érosion de la fréquentation du domaine skiable.

- L'évolution climatique pousse à mettre en œuvre un plan neige urgent, d'envergure, incluant de nouveaux réseaux et usines de production de neige et la réalisation d'une nouvelle retenue collinaire - le lac de la Mura - afin notamment de permettre l'enneigement du Glacier et le développement de la neige de culture sur le périmètre du domaine skiable, sur les deux versants.

- Le nombre de journée skieurs supplémentaire attendu du développement immobilier programmé sur la commune Les Deux Alpes au cours des années à venir et les attentes actuelles des usagers nécessitent d'adapter et d'améliorer l'accès et les débits du domaine skiable.

Ces enjeux, auxquels doit faire face aujourd'hui le domaine skiable, ne peuvent pas être réglés dans le cadre des conventions actuelles, compte tenu des volumes d'investissements associés, sans en bouleverser l'économie générale.

Ces différents motifs justifient pleinement le prononcé par la commune de la résiliation anticipée des Contrats de Concession.

## **2/ Date de prise d'effet de la résiliation**

Afin d'éviter toute discontinuité dans l'exploitation du service public des remontées mécaniques, il importe que la résiliation anticipée des Contrats de Concession ne prenne effet qu'à la date de début d'exploitation de la Future Délégation, c'est-à-dire le premier jour d'exploitation des installations du service public des remontées mécaniques par l'attributaire de la Future Délégation.

Cette date est fixée, dans le cadre du cahier des charges en cours de passation, au 1<sup>er</sup> décembre 2020, soit une date compatible avec le respect du préavis d'un an imposé par les dispositions de l'article 21 précité des Contrats de Concession.

La prise d'effet de la résiliation est donc conditionnée à l'attribution et à l'exploitation de la Future Délégation. En l'absence d'attribution et d'exploitation de la Future Délégation au 1<sup>er</sup> décembre 2020, la résiliation sera remise en cause et deviendra caduque.

Bien entendu, pendant la période de préavis, l'exploitant actuel, la société Deux Alpes Loisirs continuera d'exploiter le service public des remontées mécaniques.

Cette période de préavis devrait également permettre d'organiser au mieux la passation éventuelle entre l'actuel et le nouveau délégataire, dont la désignation interviendra au cours du premier trimestre de l'année 2020.

## **3/ Conséquences économiques – Modalités d'indemnisation de la société DAL**

Conformément aux principes juridiques en vigueur, la résiliation unilatérale des Contrats de Concession conduira au versement au profit du délégataire d'une indemnité destinée à réparer le préjudice subi par le délégataire du fait de cette décision.

A cet égard, si les juridictions administratives considèrent que les parties à un contrat administratif peuvent déterminer l'étendue et les modalités des droits à indemnisation du cocontractant de l'administration en cas de résiliation unilatérale du contrat par celle-ci, c'est à la condition toutefois que les stipulations contractuelles respectent les principes d'ordre public énoncés par les textes ou rappelés par les juridictions.

En matière de délégation de service public, ces principes imposent notamment le respect :

- des règles spécifiques fixées par la décision d'Assemblée du Conseil d'Etat « *Commune de Douai* » rendue le 21 décembre 2012, s'agissant de l'indemnisation de la part non amortie des biens dits de retour ;

- Et d'un principe plus général selon lequel la clause indemnitaire ne doit pas conduire à une disproportion manifeste entre le montant de l'indemnité et l'importance du préjudice subi, afin d'éviter que l'autorité délégante ne consente de libéralités.

La règle faisant interdiction à l'autorité délégante de consentir des libéralités impose également à l'autorité délégante de prendre en compte, pour apprécier l'existence d'un préjudice et en évaluer le montant, le bénéfice que le concessionnaire actuel serait susceptible de réaliser en tant que titulaire d'une future concession intégrant des prestations identiques à celles du contrat résilié (CE, 26 mars 2018, *Société Balineau*, n°401060 ; CE avis, Section TP, 26 avril 2018, *Aéroport de Notre Dame des Landes*, n°394398 ; CAA Marseille 29 mai 2017, *Société d'expansion touristique de Briançon*, 15MA01775).

Dans le cas présent, si l'article 21 précité des Contrats de Concession fixe la méthode de calcul de l'indemnité de résiliation, il apparaît qu'une partie des stipulations mentionnées dans cet article ne sont plus conformes avec les principes d'ordre public rappelés par la jurisprudence et ne sauraient par suite trouver à s'appliquer.

- *S'agissant de l'indemnisation de la part non amortie des biens de retour (appelée dans les Contrats de Concession « Indemnité d'amortissement ou indemnité de reprise correspondant à la dévolution des biens ») :*

Dans l'hypothèse de la résiliation anticipée d'une convention de délégation de service public, il est ainsi prévu par la jurisprudence que l'indemnité versée au délégataire en réparation du préjudice qu'il subit du fait du retour anticipé des biens dans le patrimoine de la commune ne saurait excéder la valeur nette comptable inscrite au bilan du délégataire.

Dans le cas d'espèce, la société Deux Alpes Loisirs aura donc droit, sous réserve et dans la mesure de la remise au Futur Délégué de l'ensemble des biens de retour de la délégation en bon état (remontées mécaniques, pistes, bâtiments des caisses, bornes de rechargement, dameuses...), au versement d'une indemnité égale à la somme des valeurs nettes comptables des biens de retour de la délégation, telles que fixées à la date d'effet de la résiliation.

Le montant de cette indemnité ne peut être toutefois précisément établi ou évalué, à ce stade, en raison :

- De l'absence de toute ventilation par la société Deux Alpes Loisirs des biens du domaine skiable entre les trois contrats de délégation.

La société Deux Alpes Loisirs n'a jamais communiqué, en méconnaissance des anciennes dispositions de l'article R. 1411-7 du code général des collectivités territoriales, une liste des biens de retour propre à chacun des trois contrats de concession.

- De l'absence de toute communication par la société Deux Alpes Loisirs des montants précis et détaillés des investissements réalisés depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018 et des investissements programmés sur la saison 2019/2020.

La valorisation de l'indemnité due au titre de la part non amortie des biens de retour devra donc être traitée conjointement par les communes de Les Deux Alpes et de Saint Christophe en Oisans, en considération de la situation comptable du délégataire sortant existant au 30 novembre 2020.

En pratique, l'indemnité due au titre de la part non amortie des biens de retour sera versée par l'attributaire de la Future Délégation, et au plus tard un mois après communication par la société Deux Alpes Loisirs d'une situation de sa comptabilité au 30 novembre 2020.

A cet effet, il est expressément prévu dans le cadre de la Future Délégation, un droit d'entrée à la charge du futur délégataire correspondant exactement à l'indemnisation de la part non amortie des biens de retour :

**« Article 36.1 Droit d'entrée »**

*Le Délégataire est redevable d'un droit d'entrée correspondant à la valeur non amortie (« VNC ») des immobilisations constitutives des biens de retour du périmètre concédé mises à sa disposition.*

*Le montant du droit d'entrée sera ajusté à l'euro près au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2021 sur la base d'une situation de la comptabilité du délégataire sortant au 30 novembre 2020.*

*Le droit d'entrée sera versé par le Délégataire au plus tard 1 mois après communication par l'Autorité Délégante de sa valeur ajustée conformément à l'alinéa ci-dessus. »*

- S'agissant de l'indemnité dite de manque à gagner (appelée dans les Contrats de Concession « Indemnité industrielle ou indemnité de rachat ») :

Il s'agit en droit de l'indemnisation prévue pour la perte éventuelle d'exploitation subie par le délégataire sortant du fait de la résiliation anticipée du contrat de délégation de service public dont il était titulaire.

A cet égard, en premier lieu, il est régulièrement rappelé par la jurisprudence que si les modalités de calcul de l'indemnité versée au délégataire au titre du manque à gagner peuvent être déterminées par les stipulations du contrat, cette liberté contractuelle s'exerce sous le contrôle du juge qui doit, en particulier, vérifier, d'office, qu'il n'en résulte pas, au détriment de la personne publique, une disproportion manifeste entre l'indemnité ainsi fixée et le montant du préjudice résultant, pour le concessionnaire, du gain dont il a été privé (cf. CE, 22 juin 2012, CCIM, n°348676, ou plus récemment, CE Avis, Section TP, 26 avril 2018, *Aéroport de Notre-Dame-des-Landes*, n°394398).

Dans le cas d'espèce, si l'article 21 du Contrat de Concession précité stipule que le montant de l'indemnité de manque à gagner est égal au résultat comptable net moyen des 5 dernières années d'exploitation précédant la notification de la résiliation, déduction faite des deux plus mauvaises années, et multipliée par le nombre d'années restant à courir jusqu'au terme contractuel de la convention, cette méthode de calcul paraît irrégulière au regard des règles précitées dégagées par la jurisprudence.

Il est en effet certain que la suppression des deux plus mauvaises années d'exploitation pour établir le résultat moyen de la délégation tronque fondamentalement ce dernier en faveur du délégataire en mettant en place un résultat moyen déconnecté de la réalité des résultats réalisés.

De sorte que l'indemnité calculée selon ces modalités ne saurait objectivement et d'une quelconque façon, refléter la réalité économique et financière d'un éventuel manque à gagner et entraîne par suite une disproportion manifeste et notable entre le préjudice éventuellement subi et son indemnisation.

Les modalités de calcul de l'indemnité de manque à gagner fixées à l'article 21 précité des Contrats de Concession doivent donc être corrigées afin de considérer un résultat moyen conforme à la réalité des résultats passés, c'est-à-dire sans déduction des deux plus mauvaises années.

Faute de toute information communiquée à ce jour par la société Deux Alpes Loisirs sur les résultats de la saison 2018/2019, il n'est pas possible de calculer le « *résultat comptable net moyen des 5 dernières années d'exploitation précédant la notification* » de la résiliation, réalisé par le délégataire actuel dans le cadre de chacun des Contrats de concession.

A titre indicatif, si l'on se réfère aux résultats des 5 derniers exercices d'exploitation connus à ce jour, les chiffres sont les suivants :

Exercice	Résultats nets Mont de Lans	Résultats nets Venosc	Total
2013/2014	1 247 647 €	191 623 €	1 439 270 €
2014/2015	1 605 489 €	202 551 €	1 808 040 €
2015/2016	1 387 396 €	250 181 €	1 637 577 €
2016/2017	1 956 203 €	324 411 €	2 280 614 €
2017/2018	1 705 192 €	320 391 €	2 025 583 €
<b>Moyenne des 5 derniers exercices</b>	<b>1 580 385 €</b>	<b>257 831 €</b>	<b>1 838 217 €</b>

En second lieu, les données chiffrées issues des derniers rapports d'exploitation du délégataire, sont à relativiser dans la mesure où le délégataire en place a fait part à la commune, à plusieurs reprises depuis le début de l'année 2019, des difficultés qu'il rencontre actuellement et du « *déséquilibre financier* » des Contrats de concession.

Il est possible de citer par exemple les courriers suivants adressés par la société Deux Alpes Loisirs au cours de l'année 2019 :

- ✓ Courrier en date du 5 mars 2019 relatif à l'exécution de l'avenant du 10 juillet 2018 aux Contrats de Concession :

*« D'autre part, comme nous vous en avons fait part, des éléments imprévisibles liés aux évolutions climatiques ont eu lieu ces dernières années :  
 Des travaux ont été réalisés, ou sont à prévoir, pour un montant total estimé à 2.9M€, afin de consolider l'existant, mais n'offrent pas d'avantages clients et ne génèrent donc pas de Chiffre d'Affaires additionnel (...)*

*Nous constatons également une perte de Chiffre d'Affaires, de l'ordre de 1 M€ par an, causée par des fermetures non prévues du domaine skiable :*

- *Absence de Chiffre d'Affaires ski sur la Toussaint de 0,5 M€ depuis 2 ans ;*
- *Baisse du Chiffre d'Affaires ski sur l'été de 0,5 M€ depuis 2 ans, et zone de risque sur le Chiffre d'Affaires ski restant de l'ordre de 2 M€, pour les prochaines années.*

*Le caractère imprévisible de ces évolutions climatiques, fait craindre d'autres incidences financières, non identifiées à ce jour. (...)*

*Compte tenu des éléments évoqués ci-dessus, l'équilibre économique des contrats de DSP ainsi que de leurs avenants est substantiellement modifié. (...)*

*Indépendamment de la procédure diligentée par les communes, il est donc nécessaire d'identifier les leviers qui nous permettront de rétablir à nouveau l'équilibre. »*

- ✓ Courrier en date du 15 mai 2019 relatif à l'éventualité d'installer une remontée mécanique de type télépulsé sur le secteur Super Venosc :

*« D'autre part, d'un point de vue économique, ce changement de choix d'appareil, semble tout à fait irréaliste, au regard du déséquilibre financier de notre contrat, dont nous vous avons déjà fait part à plusieurs reprises ».*

- ✓ Courrier en date du 20 mai 2019 relatif à l'exécution de l'avenant du 10 juillet 2018 aux Contrats de Concession :

*« Or, les choses vont naturellement différemment s'il est certain que le risque de perte va systématiquement se réaliser et telle est bien la difficulté à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui. La vidange du lac de fonte, la dégradation du permafrost et la déstabilisation de la gare relèvent, non pas de l'aléa, mais d'un changement climatique inéluctable. »*

La situation décrite depuis un an par la société Deux Alpes Loisirs serait donc celle d'un déséquilibre financier des Contrats de Concession avec un risque de perte systématique du fait d'un changement climatique inéluctable et de ses conséquences.

L'évaluation du manque à gagner devant être faite en considérant l'ensemble des éléments connus de nature à influencer sur l'existence et le montant du bénéfice qui restait attendu par le délégataire, la détermination de l'indemnité de manque à gagner éventuellement due à la société Deux Alpes Loisirs devra également intégrer le fait que, selon les dires mêmes du délégataire, la poursuite des Contrats de Concession jusqu'à leur terme serait, en l'état, financièrement déséquilibrée en faisant courir au délégataire un risque de perte systématique.

Enfin, en troisième lieu et dans le même sens, il est possible que la société Deux Alpes Loisirs soit désignée attributaire de la Future Délégation en cours de passation et retire un bénéfice au titre de l'exploitation du domaine skiable sur les années postérieures à la prise d'effet de la résiliation ; cette situation impacterait directement l'appréciation de l'existence d'un manque à gagner et l'évaluation de son montant.

Dans ces conditions, et compte tenu notamment de l'absence de données financières relatives aux résultats et à l'équilibre d'exploitation du domaine skiable sur les exercices précédents la prise d'effet de la résiliation, il n'est pas possible à ce stade d'évaluer de façon exacte quel sera le montant de l'éventuelle indemnité de manque à gagner due au délégataire sortant.

- S'agissant des éventuels autres préjudices et des créances détenues par la commune :

Il appartiendra en pratique au délégataire de justifier, au moment de la prise d'effet de la résiliation, des éventuels préjudices complémentaires qu'il estime subir du fait de la résiliation, en lien avec des dépenses relatives à l'exploitation du service public délégué qu'il devrait engager du fait même de la résiliation.

A cet égard, il est néanmoins prévu que les contrats conclus par la société Deux Alpes Loisirs avec les tiers en vue et pour les besoins du fonctionnement du service délégué et que le personnel actuel rattaché à l'exploitation dudit service, seront repris par le titulaire de la Future Délégation.

Par ailleurs, la résiliation rendra exigible l'ensemble des créances que la commune pourrait détenir sur le délégataire sortant à la date d'effet de la résiliation, en particulier s'agissant des redevances et taxes dues à la commune et non encore réglées ou encore du solde des provisions pour gros entretien et grandes révisions à restituer aux communes de Les Deux Alpes et de Saint Christophe en Oisans.

La commune procédera donc, dans les deux mois suivant la prise d'effet de la résiliation, à l'établissement d'un décompte de résiliation qui sera notifié à la société Deux Alpes Loisirs.

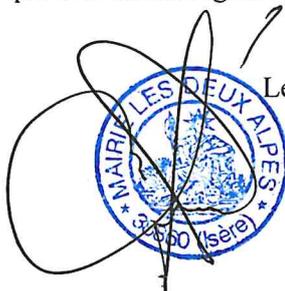
**En conséquence**, sur la base des éléments susmentionnés, il est demandé au conseil municipal :

- De prononcer la résiliation anticipée des deux conventions portant concession du domaine skiable sur le territoire de la commune de Les Deux Alpes avec une prise d'effet fixée à la date de début d'exploitation de la nouvelle délégation de service public en cours de passation prévue au 1<sup>er</sup> décembre 2020 ;
- D'approuver les modalités économiques et indemnitaires de la résiliation telles qu'exposées dans le rapport ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre effective de la mesure de résiliation adoptée, y compris à engager des négociations avec la société Deux Alpes Loisirs pour fixer amiablement les modalités pratiques et financières de mise en œuvre de la résiliation.

Le Conseil Municipal ayant entendu cet exposé et après en avoir délibéré, par 21 voix pour et 1 abstention, celle de Madame Catherine GONON :

- **PRONONCE** la résiliation anticipée des deux conventions portant concession du domaine skiable sur le territoire de la commune Les Deux Alpes avec une prise d'effet fixée à la date de début d'exploitation de la nouvelle délégation de service public en cours de passation prévue au 1<sup>er</sup> décembre 2020 ;
- **PRECISE** qu'en l'absence d'attribution et d'exploitation de la nouvelle délégation au 1<sup>er</sup> décembre 2020, la résiliation sera remise en cause et deviendra caduque ;
- **APPROUVE** les modalités économiques et indemnitaires de la résiliation telles qu'exposées dans le rapport ci-dessus ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre effective de la mesure de résiliation adoptée, y compris à engager des négociations avec la société Deux Alpes Loisirs pour fixer amiablement les modalités pratiques et financières de mise en œuvre de la résiliation.

Fait et délibéré en séance, les jour et mois que dessus. Au registre sont les signatures.



Pour extrait conforme,  
Le maire, Stéphane SAUVEBOIS